

Agriculture et développement rural au Maroc



Au cours des dernières années, le Maroc a posé les jalons des cadres appropriés pour mobiliser les communautés rurales dans le but de faire progresser les objectifs de développement durable de la nation, mais en matière de mise en œuvre, nous sommes loin du compte. En tant que personne engagée dans le développement rural au Maroc depuis 26 ans, j'ai analysé la manière dont ces cadres peuvent fonctionner ensemble et se compléter les uns les autres. Depuis 2000, je dirige une structure civile maroco-américaine qui aide les communautés locales à identifier, prioriser et à gérer des projets de développement – dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation, de la santé et de l'autonomisation des femmes et des jeunes – et j'ai mené à bien des initiatives dans les 12 régions que compte le Royaume. La collecte de données, les évaluations, la recherche de consensus et l'expérience générale des projets menés par ces communautés auprès de la plupart des ministères et des entités administratives m'ont permis d'avoir des perspectives contextuelles locales et nationales réalistes.

Le Maroc est une nation dotée d'un immense potentiel, notamment en matière de développement humain. Le paysage naturellement généreux du pays, s'il est combiné à des cadres de développement social dynamiques, pourrait transformer le Maroc en un terreau de projets gérés par la communauté et faciliter le changement en Afrique et dans le monde musulman. D'autre part, si le Maroc n'atteint pas des niveaux de développement suffisamment acceptables sur le plan public, ce qui est actuellement le cas notamment dans les zones rurales et avec les groupes marginalisés, d'autres pays de la région pourraient se sentir découragés de s'engager, à l'instar du Maroc, dans des chartes de décentralisation, de libéralisation des femmes et d'action communautaire participative, par exemple. En d'autres termes, les mouvements de développement des populations locales qui ont réussi au Maroc serviront son propre avenir durable, et en raison de sa position géographique et historique lui permettront également de servir de modèle à suivre bien au-delà de ses frontières.

Les possibilités de développement agricole et humain qui s'offrent aux communautés rurales en ce qui concerne la

gamme de produits alimentaires biologiques et endémiques potentiels, l'artisanat de niche et les marchés disponibles sont énormes[1] ; pourtant, ces dernières années, cela n'a pas empêché une augmentation de 15% du nombre de ménages qui se considèrent comme pauvres. Ces ménages manquent de projets de développement humain essentiels tels que l'eau pour l'irrigation et l'accès à l'eau potable, l'éducation des femmes et des enfants en milieu rural, le parachèvement de la chaîne de valeur agricole – des pépinières d'arbres et de plantes à la commercialisation des produits en passant par la transformation – ou encore l'autonomisation des personnes pour mettre en œuvre leurs propres initiatives.

Le problème est que les programmes pour la croissance et le développement par la participation des populations tels qu'ils existent au Maroc ne sont pas gérés avec synergie. Comme nous l'expliquerons plus loin, et comme l'a récemment reconnu le gouvernement marocain, l'intégration de ces programmes permettrait leur renforcement mutuel afin de promouvoir une croissance accélérée et la réussite des initiatives de développement. En réponse aux appels publics lancés par le Roi Mohammed VI pour que la nation reconsidère son modèle de développement, le présent essai prend le parti de défendre et d'expliquer, à l'aide de preuves concrètes, que c'est le processus de mise en œuvre du modèle de développement de la nation qui nécessite une réévaluation et une révision en profondeur, et non ses principes directeurs ou la vision qu'il exprime.

Pour la majorité des familles qui exploitent cinq hectares ou moins de terre et qui connaissent une pauvreté aiguë et insurmontable, les programmes de développement agricole du Maroc qui visent à promouvoir la culture, la transformation et la commercialisation des produits sont insuffisants. Malgré un immense potentiel local et national, la pauvreté rurale est le « talon d'Achille » de la stabilité et de la prospérité du Maroc. L'engagement et l'autonomisation des communautés locales par le biais de subventions financières et de contributions techniques constituent le meilleur moyen de lutter efficacement contre cette pauvreté systémique qui touche la plupart des ménages en milieu rural à travers toute la chaîne de valeur agricole – des pépinières à la transformation.

Les programmes agricoles exercent, et on peut le comprendre, une pression en amont sur l'ensemble de la chaîne de valeur des produits bruts et transformés. Les exploitants familiaux ont un cruel manque à gagner du fait de leur dépendance vis-à-vis des arbres et des semences, de l'inefficacité de l'irrigation, de l'inefficacité des coopératives et de la vente par les canaux traditionnels du marché local. La grande majorité des familles d'agriculteurs manquent de capacité de production, des partenariats, ou encore des moyens[2] pour ajouter de la valeur et atteindre un niveau de qualité constant, qui sont pourtant des prérequis pour pénétrer des marchés dits « plus rémunérateurs ». Ces obstacles paralysants maintiennent le revenu moyen des ménages à un cinquième de ce qu'il pourrait être si un système viable était en place, selon mon calcul conservateur. Ainsi, l'épargne, les revenus et les recettes des populations rurales qui devraient être réinvestis ne servent au final qu'à améliorer des niveaux de vie ailleurs laissant ainsi pour compte ces familles qui n'en tirent pas le moindre bénéfice.

La priorité absolue doit être de garantir et de développer les infrastructures d'irrigation en milieu rural. Les populations locales sont profondément frustrées par les progrès anémiques réalisés dans la mise en œuvre des projets de développement rural. Les communautés agricoles connaissent les infrastructures d'irrigation nécessaires pour améliorer les conditions de vie de tous les ménages du village et les classent systématiquement par ordre de priorité, mais même lorsque les bénéficiaires locaux sont prêts à proposer leur main-d'œuvre, rien n'a été construit. Les solutions prioritaires des projets d'irrigation – canaux, bassins, tours (châteaux d'eau), tuyaux et pompes – permettent d'économiser 50% d'eau voire plus. De tels projets ont des coûts exorbitants, surtout dans les zones montagneuses, et pourtant il n'y a guère d'autre projet qui puisse améliorer de manière aussi significative la production agricole, la sécurité alimentaire et les revenus.

En outre, un simple changement de politique ferait une grande différence pour des dizaines de milliers de familles – les figuiers et les noyers (en fonction de la disponibilité de l'eau) devraient pouvoir être plantés en haute altitude sur les terres du domaine public, tout comme les caroubiers sont autorisés sur les terres du domaine public dans les zones de plus basse altitude. Les conditions de développement rural sont très problématiques ; il y a la perte presque totale des variétés locales d'arbres fruitiers de figuiers, de pommiers, de poiriers, de vignes, de clémentines, de caroubiers, de dattes, et d'autres variétés endémiques dans le nord, ainsi que d'autres variétés ailleurs au Maroc. Elles offrent une ressource génétique aux petits agriculteurs, renforçant ainsi la sécurité alimentaire face à la pénurie d'eau et au changement climatique. Cependant, l'agrobiodiversité reste sérieusement menacée en raison de quelques variétés à haut rendement qui provoquent une érosion génétique. Les pépinières étatiques (gérées par l'Etat) ferment les unes après les autres alors qu'elles devraient être au maximum de leur capacité de production en raison de l'énorme

demande publique d'arbres.

La réponse systématique à la recommandation sur l'irrigation est qu'il existe déjà des programmes de subventions gouvernementales similaires (systèmes de goutte-à-goutte sous pression, par exemple). Cependant, ces programmes doivent être mis en place pour les agriculteurs là où ils se trouvent, avec des partenariats qui facilitent leur planification stratégique et leur apprentissage par l'expérience. Les programmes devraient financer des pépinières sur des terres publiques prêtées (mises à disposition) à des associations communautaires afin de réduire les risques et les coûts pour les agriculteurs, comme l'ont fait au Maroc le Haut-Commissariat aux eaux et forêts, les écoles publiques, les universités et d'autres avec la Fondation du Haut Atlas (HAF), l'organisation à but non lucratif maroco-américaine, que j'ai fondée et que je préside, qui œuvre au renforcement des capacités des coopératives dans les domaines de la gestion et de la technique, de la certification biologique, de la sécurité alimentaire et d'autres certifications, ainsi que des lignes de crédit renouvelables afin que les coopératives puissent acquérir des produits certifiés pour la transformation et la vente. Ces actions ont généralement entraîné une augmentation des cultures et des produits prêts à être commercialisés, ainsi qu'une amélioration de l'organisation locale. Le modèle de la HAF peut être adopté et adapté par d'autres organisations gérées par des communautés.

Mais comment y parvenir ? La Charte municipale, qui forme des plans de développement communautaire pilotés par les bénéficiaires visés, femmes et hommes de tous âges, est essentielle pour l'identification et la mise en œuvre de projets agricoles durables. La facilitation du développement de projets est utile et nécessaire ; la création de centres de planification participative pour aider au dialogue, à l'espace de réunion et à la coordination est vitale. Les gouverneurs provinciaux et d'autres dirigeants locaux qui sont conscients de l'importance de la contribution de ces centres devraient exercer une plus grande autorité pour affecter à cette fin des infrastructures de construction publiques ou civiles sous-utilisées.

Les cadres de développement marocains énumèrent ce qui est nécessaire pour catalyser le développement durable des zones et des groupes marginalisés, et quelques cas instructifs ont permis de mettre en œuvre des idées avec des résultats reproductibles et durables. Ces exemples de réussite encouragent la décentralisation afin de permettre aux communautés locales et aux organismes civils et publics de prendre des décisions et d'allouer des ressources aux projets des populations. Ils ciblent les communautés rurales, les femmes et les jeunes en raison de leur situation défavorisée et du rôle moteur clé qu'ils jouent. Ensemble, ces cadres tracent les voies nécessaires pour que le peuple marocain puisse vivre dignement, en lui offrant des moyens pour l'aider à atteindre ses objectifs de développement humain. L'agriculture et l'agroforesterie marocaines, fortes de leur potentiel de génération de revenus et d'amélioration de l'environnement, peuvent et doivent être le moteur du financement autonome des projets de la population, en particulier dans les zones rurales qui en ont le plus besoin.

[1] "Great" as in "enormous", can I use
"incommensurables" – "incommensurate"
or "infinite"? Or stick with "enormes".

[2] compétences

Par le Dr. Yossef Ben-Meir Marrakech
Mardi 4 Février 2020

Source :
<https://www.libe.ma>
